

Compte Rendu CFDT du groupe de travail du 16 octobre 2007 sur le développement des compétences au MEDAD

La réunion était présidée par Dominique MORTELECQ, conseiller social auprès du Ministre. Il a pris la suite de Philippe LEDENVIC qui nous a fait l'honneur d'introduire la réunion avec un manque d'enthousiasme qui augurait mal de la suite.

Pour la CFDT étaient présents : Yannick LE DEUN et Freddy HERVOCHON pour l'Écologie, Albert AMBOISE pour les DRIRE (Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement) Dominique DORAIL pour la DIACT (Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires, ex-Datar) et Véronique THYS pour l'Ex-Equipement.

En préambule et avant de quitter la réunion, Philippe LEDENVIC, Directeur Adjoint du Cabinet rappelle qu'il faut partir d'un diagnostic partagé pour pouvoir avancer. Il informe les participants de son retrait des groupes de travail. Un secrétaire général unique ayant été nommé, c'est à lui qu'incombent désormais la mise en oeuvre de la réforme et le pilotage des groupes de travail. Philippe LEDENVIC ne nous gratifiera de sa présence que lors des « points-clés » des différents groupes de travail.

Il rappelle au passage que nous ne pouvons pas l'accuser d'un « manque de concertation » ou de fausse concertation puisque la note « L'ambition du MEDAD » qui nous a été fournie aurait été amendée pour prendre en compte les débats du groupe de travail sur les missions.

(Pour rappel, il s'agit de la note où l'on nous raconte que nous devons être particulièrement fiers d'être dans le ministère qui va sauver la planète.)

Nous avons fait une déclaration liminaire pour préciser nos attentes et dire ce que nous pensions des documents fournis pour cette réunion.

DECLARATION DE LA CFDT EN SEANCE

En ce qui concerne la formation

La CFDT attend du ministère qu'il porte une politique de formation unique, se traduisant par un plan national de formation qui doit être un dossier prioritaire pour accompagner la construction du MEDAD.

C'est bien par cette politique que les personnels pourraient réussir à partager une culture commune. Le document fourni pour préparer cette séance est révélateur du manque de cohérence entre les quatre administrations concernées : chacun a remis sa note, sans plan homogène et parfois hors sujet (Que vient faire la page concernant l'évaluation et les bonifications dans le chapitre intitulé « formation » ?). La qualité de ce document n'est pas à la hauteur des intentions annoncées par le ministère.

La CFDT souhaite disposer d'un véritable état des lieux de l'ensemble des acteurs et des structures de la formation au MEDAD.

Cette base constituera un pré-requis pour organiser le système de formation en le valorisant.

Cela suppose :

- un pilotage unique au niveau central,
- une réhabilitation du rôle des CIFP et leur responsabilité budgétaire,
- une mise en cohérence et une complémentarité des structures spécialisées de nos 4 administrations.

En ce qui concerne la GPEC

Sur l'aspect GPEC, la CFDT constate des différences d'approche significatives.

On peut encore trouver des références aux « intérêts du corps » (DARQSI) alors qu'il s'agit d'une démarche « métier » qui constitue la base de la réflexion. Les auteurs des différentes contributions ne se sont sans doute pas encore rencontrés !

La démarche de l'ex-MEDD nous semble la plus avancée, et il serait intéressant de s'en inspirer pour construire une démarche commune.

La CFDT réclame absolument un réel travail de concertation pour construire la GPEC du MEDAD, en associant étroitement les représentants du personnel.

Peu ou pas de réponses à notre déclaration.

Néanmoins, l'Administration semble légèrement agacée par nos remarques, notamment en ce qui concerne notre demande d'un état des lieux exhaustif des acteurs et structures de la formation dans les 4 composantes du MEDAD et Hélène JACQUOT-GUIMBAL prend la parole pour rappeler « qu'elle n'a pas que ça à faire ! ».

Dominique MORTELECQ demande aux membres du groupe de travail de poser un diagnostic de la formation, histoire qu'on puisse « l'aider » à trouver ce qui est fondateur dans les différentes branches du ministère.

Les syndicats présents au groupe de travail répondent de façon unanime qu'il ne leur appartient pas de poser un diagnostic et les débats ne débouchant sur rien de constructif, Dominique MORTELECQ lève la séance, visiblement soulagé...

Commentaires CFDT :

Si les deux premiers groupes de travail sur le dialogue social et les missions nous sont apparus comme bâclés, mal gérés, chaotiques, stériles, si nous avons eu l'impression de simples jeux de rôle destinés à donner l'illusion d'une concertation, celui sur le développement des compétences a atteint le summum. L'Administration n'avait rien à dire et en a clairement fait état, comptant sur les représentants des personnels pour faire avancer les débats. Le sujet méritait mieux que la désinvolture dont le Cabinet a fait preuve, cette remarque ne visant pas personnellement le président de séance qui, en l'état, a fait ce qu'il a pu pour tenter d'animer ce groupe de travail parti sur de très mauvaises bases. Nous considérons qu'il n'aurait pas été prématuré de travailler à un état des lieux, notamment faute de travail sur les missions et nous avons demandé à l'administration de faire son travail afin que nous puissions sérieusement contribuer aux réflexions.

A l'avenir, l'Administration serait bien inspirée de veiller à ne pas programmer de réunions si visiblement, elle n'a rien à y dire...